

Nouvelles de Juin 2018

Numéro 103

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le GTDH

Commentaires.

Quincy Wright fut un professeur de droit international au début du XXe siècle. Lors de la Seconde guerre mondiale, comme il pensait possible l'existence d'une Ligue pour Défendre la Paix, il a dit à son père qu'une telle Ligue devrait avoir pour slogan, "pour des questions politiques, conférence plutôt que coup. Pour des raisons légales, cour plutôt que correspondance, (italique dans la version d'origine, citée par Daniel Gorman dans "*International Law and the International Thought of Quincy Wright, 1918-1945,*" *Diplomatic History* 41:2 (2017), 336-61.)

Wright se référait aux discussions sur l'établissement d'une cour internationale pour "le règlement pacifique des disputes internationales," qui avait été créée dans les années 20 comme la Cour Permanente de Justice Internationale. Les nations aujourd'hui ont repris l'idée de cour pour renforcer la paix au sein de la politique et créent souvent, de manière frappante, des cours spéciales pour régler des cas spécifiques. En mai, le Sri Lanka a créé une cour spéciale pour gérer les cas de corruption ; en juin, l'Ukraine a établi ce qui s'appelait une cour "anti-corruption". En juin, également, la République de Centrafrique a créé une cour criminelle spéciale pour enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, pendant qu'en Colombie, le Congrès a voté une loi finale sur les cours, connues sous le nom de "Juridictions spéciales pour la Paix". Les nouvelles cours, comme la nouvelle Cour Permanente de Justice Internationale, ont un besoin immédiat et pressant de bonne gestion des archives. Aucune cour ne peut légitimement légiférer sans preuves, et les procureurs et les avocats de la défense ont besoin également de bons systèmes de gestion des records pour poursuivre en justice avec succès, aussi bien dans un système civil ou de droit commun dans un mélange des deux.

Plus tard, lorsque la cour ferme, les juges, le greffier, les procureurs, et la défense ont besoin pour savoir – ou établir – ce qui adviendra des records. En juin, le procureur au Tribunal International des Crimes au Bangladesh, une cour spéciale chargée de légiférer les cas de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité qui ont eu lieu durant la guerre d'indépendance en 1971, ont remis les archives de 4 dossiers aux archives nationales. Ces archives, comme celles produites par les cours spéciales ailleurs, sont très sensibles sur le plan politique et nécessitent des conditions de sécurité importantes. Après tout, les cours spéciales sont créées pour gérer les cas inhabituellement difficiles, et il peut être dans l'intérêt des parties, gagnantes ou perdantes, d'avoir au moins une partie des preuves disparaître. Les procureurs, dans ce type de juridictions, collectent bien plus de preuves qu'ils n'en utilisent, choisissant quelle personne inculper et quelles accusations soutenir. L'accès aux records soutenant les mises en accusation requiert un examen archivistique minutieux et une appréciation adéquate des conséquences relatives à la diffusion des records pas utilisés finalement par la cour, ainsi que les records qui ont été mis sous scellé par la cour elle-même. (C'est également vrai pour les tribunaux internationaux temporaires, tels ceux qui ont jugé les cas de génocide au Rwanda et dans les Balkans, où les records des jugements sont très importants et les records de la cour contiennent des parties sous scellé.)

La création des cours spéciales illustre la nature réactive des archives : les archivistes ne dirigent pas l'établissement des cours spéciales, mais une fois ces cours spéciales établies, les archives doivent gérer les records : les transcriptions des salles d'audience, les preuves, les records audiovisuels, les records des procureurs, des chambres, du Greffe, la protection des témoins, et les délibérations des juges (voir par exemple la décision par la Cour Suprême du Canada au sujet des records de délibération dans *Nouvelles HRWG*, mai 2018.) Et les archivistes n'ont habituellement pas leur mot à dire quant au sort des archives, si elles sont envoyées aux archives nationales, aux archives d'une cour régulière ou à un organisme spécifique au moins temporairement. Mais comme le rythme des poursuites bat son plein, les archivistes doivent accompagner le processus et le mouvement.

Nouvelles Internationales.

Cour Criminelle Internationale. Dans sa décision 3.2, la chambre des appels a renversé la condamnation de Jean-Pierre Bemba pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il a été inculpé d' "échouer à décourager et punir les combattants de son Mouvement pour la libération du Congo qui ont commis des viols, des meurtres et des pillages" dans la République de Centrafrique quand il fut vice-président de la République Démocratique du Congo. Les juges d'appel ont dit que les pouvoirs de Bemba pour contrôler ses troupes et enquêter sur les crimes rencontraient de sérieuses difficultés logistiques d'un commandant éloigné des troupes stationnées dans un pays étranger, a rapporté *International Justice Monitor*. La décision a été lourdement critiquée par les juristes et les activistes. <https://www.ijmonitor.org/2018/06/bemba-acquitted-of-war-crimes-at-the-icc/>; <https://ilg2.org/2018/06/24/the-impact-of-the-appeals-chamber-decision-in-bemba-impunity-for-sexual-and-gender-based-crimes-part-i/>

Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. Dans un rapport, la Commission a déclaré que l'armée syrienne et les forces rebelles ont commis des crimes de guerre lorsqu'elles combattaient pour le contrôle de la partie est de Ghouta, une banlieue de Damas qui est tombée aux mains du gouvernement début avril. La Commission s'est vue refuser l'accès en Syrie, mais "se base principalement sur des témoignages de première main" à partir "de 140 interviews conduits en personne dans la région et à partir de Genève. Les photographies, les enregistrements vidéos, les images satellitaires, et les records médicaux ont été collectés et analysés. Les rapports du gouvernement et les sources non-gouvernementales, les analyses universitaires et les rapports des Nations Unies ont été étudiés." <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=23226&LangID=E>

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Expliquant que ses conclusions "sont fondées sur les témoignages séparés de personnes, sur l'analyse épidémiologique et sur des échantillons de l'environnement", OIAC a déclaré que l'agent nerveux sarin et le chlore chimique toxique étaient très vraisemblablement utilisés dans deux attaques en Syrie centrale le 24 et 25 mars. Le rapport a été rendu public le 13 Juin, à cette époque OIAC n'était pas autorisé à spécifier la source de l'attaque, mais lors d'une réunion le 29 Juin, les états membres de l'OIAC ont voté pour donner à l'organisation l'autorité d'attribuer le blâme, a rapporté *DW*. <https://www.opcw.org/news/article/opcw-confirms-use-of-sarin-and-chlorine-in-ltamenah-syria-on-24-and-25-march-2017>; <https://www.dw.com/en/opcw-members-vote-to-grant-it-power-to-assign-blame-for-chemical-attacks/a-44430184>

Nations Unies. Le Rapporteur Spécial pour la promotion et la protection des droits à la liberté d'opinion et d'expression a publié "le premier rapport des Nations Unies jamais publié sur la réglementation du contenu général en ligne de l'utilisateur." Il a étudié le rôle des Etats et des compagnies de médias sociaux dans la création d'un environnement propice à la liberté d'expression et à l'accès à l'information en ligne" grâce "à une longue série de consultations, de visites de grandes sociétés de l'Internet et de contributions variées de l'État et de la société civile." Le RS a exhorté les États à "reconsidérer les restrictions basées sur la parole et à adopter une réglementation intelligente visant à permettre au public de faire des choix sur la manière de participer aux forums en ligne". Il a également mené une enquête approfondie sur la façon dont les compagnies de l'Internet modèrent le contenu sur les plateformes des principaux medias sociaux" et a soutenu que "la législation en matière des droits de l'homme donnent aux entreprises les outils pour articuler leurs positions de manière à respecter les normes démocratiques et à contrer les exigences autoritaires." <https://freedex.org/a-human-rights-approach-to-platform-content-regulation/>

Le Rapporteur Spécial (RS) des Nations Unies pour les Enfants et les Conflits Armés a rapporté au Conseil de Sécurité en 2107 qu'"il y avait une très large augmentation des violations comparé au nombre en 2016, avec au moins 6000 violations vérifiées, par les forces gouvernementales et plus de 15000 par un large groupe de groupes armés." Le RS a déclaré, "Toutes les informations fournies dans le rapport ont été vérifiées par le Nations Unies, Dans les situations où il n'était pas possible de vérifier l'information, empêchés par des facteurs tels que l'insécurité, ou des restrictions d'accès, il a été qualifié comme tels." Human Rights Watch a critiqué sévèrement le rapport, déclarant qu'il n'est pas fait état d'un certain nombre de pays ou de sérieuses violations ont lieu. <http://undocs.org/s/2018/465>; <https://www.hrw.org/news/2018/06/27/un-dangerous-double-standard-children-conflict>

Les femmes qui travaillent à l'ONU disent que les mesures prises par les Nations Unies pour tenir les employés responsables d'inconduite sexuelle "ne prennent pas en compte les problèmes structurels profonds." Une femme qui a été agressée sexuellement par un collègue au PAM a déposé une plainte auprès de l'agence, qui lui a répondu en une page disant qu'elle ne croyait pas à son histoire. L'enquête menée un an plus tard lui a posé "des questions horribles." Elle a partagé son dossier avec le *New York Times*, déclarant que les records "se lisent comme un manuel sur la façon de ne pas enquêter sur une agression sexuelle." <https://www.nytimes.com/2018/06/29/world/united-nations-sexual-assault.html>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le HCDH a publié son premier rapport sur les abus par le Pakistan et l'Inde dans la région disputée du Cachemire. Puisque le HCDH ne fut pas autorisé à visiter le territoire, le rapport se fonda sur "la surveillance à distance," tirant des "informations qui étaient pour la plupart disponibles dans le domaine public, quelques-unes ont été obtenues par différentes parties en Inde par le biais de la Loi sur le droit à l'information ... et les découvertes de recherche et de surveillance menées par les ONG locales, nationales et internationales et les défenseurs des droits de l'homme. Où ce fut possible, le HCDH a utilisé des documents officiels et des déclarations, tels que les questions parlementaires, les ordres des cours, et les rapports de police. Le HCDH considère le *Press Trust of India*, la plus grande agence de presse indienne et gérée par un trust indépendant, comme une source fiable pour citer les autorités indiennes et les déclarations officielles. Le HCDH a mené un petit nombre d'interviews pour corroborer l'information." <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IN/DevelopmentsInKashmirJune2016ToApril2018.pdf>

Les États-Unis se sont retirés du Conseil des Droits de l'Homme.

https://www.huffingtonpost.com/entry/united-states-withdraws-human-rights-council_us_5b292ba6e4b05d6c16c7efe6

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Dans son rapport Tendances globales, le HCR a déclaré que "68,5 millions de personnes ont été déplacées depuis fin 2017. Parmi elles, 16,2 millions qui ont été déplacées en 2017, soit pour la première fois soit de façon répétée – indiquant un large nombre de personnes en déplacement et équivalant à 44500 personnes déplacées chaque jour, ou un personne déplacée toutes les deux secondes." <http://www.unhcr.org/en-us/news/press/2018/6/5b27c2434/forced-displacement-above-68m-2017-new-global-deal-refugees-critical.html>

Banque Mondiale. La Banque Mondiale a produit deux rapports inhabituels en Juin. Dans l'un, les chercheurs ont utilisé des données du Sondage Mondial des Valeurs et des "manuels de langues, des archives historiques, des travaux académiques de linguistes, et – dans un petit nombre de cas – des compte-rendus de première main de personnes parlant la langue et des traducteurs" afin de regarder l'impact social des "langues de genre" pour distinguer les catégories fondées sur le sexe, masculines et féminines." Ils ont conclu, "les langues de genre semblent réduire la participation des femmes au marché du travail et perpétuent le soutien à l'inégalité de traitement des femmes." http://documents.worldbank.org/curated/en/405621528167411253/Gendered-language?cid=DEC_PolicyResearchEN_D_INT

Le second rapport de recherche concernait "les impacts à long terme et égalitaires des données sur l'accès à l'école depuis la première guerre d'Indochine." Les chercheurs ont utilisé trois séries de données: le "cycle 1997-1998 du *Vietnam Living Standards Survey*" mené par le Bureau national des statistiques du Vietnam dans 6 000 ménages "représentatifs à l'échelle nationale", qui comprend "des informations sur les personnes ayant répondu, la date de naissance, le lieu de naissance, s'ils avaient déménagé de leur lieu de naissance ou pas et l'âge qu'ils avaient lors de la migration (s'ils n'ont pas bougé de leur lieu de naissance)"; la base de données WIDE de l'UNESCO de 2017; et les indicateurs du développement dans le monde 2017 de la Banque mondiale. Comparant les enfants d'âge scolaire participant à un programme d'éducation de masse mené par la République Démocratique du Vietnam (DRV) dans ses zones occupées pendant la guerre de 1946-1954 aux enfants vivant dans les zones occupées françaises, ils ont constaté que les filles de DRV avaient un avantage statistique significatif dans les plus hauts niveaux d'éducation et que l'avantage durait; les "filles touchées jouissaient d'un niveau de vie plus élevé, avaient des conjoints plus instruits et élevaient des enfants plus instruits." <http://documents.worldbank.org/curated/en/442851529499024711/The-long-run-and-gender-equalizing-impacts-of-school-access-evidence-from-the-first-Indochina-war>

Organisation Mondiale de la Santé. La Commission Indépendante de haut niveau sur les maladies non transmissibles a publié son rapport. La commission a noté que “ le cadre de responsabilité mondiale et les instruments de notification existants. . . sont trop complexes pour la plupart des pays. ” Elle a déclaré qu’un “cadre de responsabilité mondiale simplifié . . . est essentiel afin de suivre les progrès globaux” et atteindre l’objectif 3.4 des Nations Unies en matière de développement durable pour réduire la mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles. Les records sont essentiels pour la responsabilité. [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(18\)31258-3.pdf?code=lancet-site](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(18)31258-3.pdf?code=lancet-site)

STAT a rapporté la publication de l’Atlas de la Santé Mentale de l’OMS, selon lequel les investissements dans les soins de santé mentale sont insuffisants: “La plupart des pays n’ont pas de stratégies de prévention du suicide,” et il y a une pénurie mondiale d’agents dans le domaine de la santé mentale. Les résultats sont fondés sur un questionnaire envoyé à l’ensemble des 194 Etats membres de l’OMS, dont 177 “au moins ont partiellement répondu”.

http://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272735/9789241514019-eng.pdf?ua=1&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=cd402f140c-MR_COPY_09&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-cd402f140c-149736437

Nouvelles du monde / générales.

Records du monde des affaires. La Coalition européenne pour la justice d’entreprise (ECCJ) a publié “dix caractéristiques clés pour une législation efficace, exhaustive et obligatoire sur le devoir de diligence des droits de l’homme”. Le numéro 4 dit: “Les entreprises sont tenues de mettre en place des mesures de vigilance appropriées, et de rendre compte au sujet de leur adoption et des résultats,” exigeant clairement de bons programmes de records. En outre, le numéro 8 dit qu’une loi devrait inclure “une obligation générale pour la société défenderesse de divulguer des preuves pertinentes à l’affaire, en particulier concernant la relation et la communication avec l’entité qui a causé ou contribué au dommage, lorsque cela est ordonné par un juge ”, ce qui requiert encore une fois des records. L’ECCJ a décrit utilement trois “générations de réglementations” observables dans les pays: la première génération “se concentre sur les obligations de compte-rendu du DRH”, la seconde “comprend l’identification des risques, l’obligation d’agir et de rendre compte des mesures prises, y compris leurs résultats , “Et le troisième” lie explicitement les obligations de HRDD à la responsabilité (civile) existante des entreprises.” http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final_june2018.pdf

La cour d’appel du neuvième circuit américain a été saisie d’un cas par six personnes “kidnappées du Mali dans les années 1990 et contraintes de travailler dans des plantations de cacao en Côte d’Ivoire” dont Nestlé et Cargill ont utilisé “des fèves de cacao bon marché”, a rapporté *Courthouse News Service*. Pour le contexte, voir Nouvelles HRWG, mars 2017. Le même tribunal a statué que le fabricant de chocolat Mars “n’a aucune obligation de dire sur ses emballages que le cacao qu’il utilise peut avoir été le produit d’un travail d’enfant esclave.” <https://www.courthousenews.com/chocolatiers-face-tough-slog-in-slave-labor-appeal/>

La France a placé Lafarge SA “sous enquête formelle” pour violation d’un embargo de l’Union européenne sur les achats de pétrole et pour mettre en péril la vie de ses employés afin que la cimenterie syrienne continue à fonctionner pendant la guerre civile, a rapporté *France24*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, juin 2017. <http://www.france24.com/en/20180628-french-firm-lafarge-charged-complicity-crimes-humanity-syria>

Lors d’un atelier précédant la réunion de la Commission africaine des droits de l’homme et des peuples, les participants ont été invités à identifier les secteurs économiques qu’ils considéraient comme les plus meurtriers pour les défenseurs des droits de l’homme en Afrique. “Ils ont presque tous identifié le secteur minier, puis le pétrole, le gaz, le charbon et troisièmement le secteur agro-alimentaire.” Le Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l’homme a conçu des outils “destinés aux organisations de la société civile et aux défenseurs pour documenter et résister aux attaques : ils incluent une base de données des attaques et une documentation vérificatrice utilisée pour entrer les données.” Les utilisateurs doivent avoir une bonne sécurité pour la base de données. <https://www.ishr.ch/news/ngo-forum-human-rights-defenders-working-businesses-face-specific-risks-africa>

Changement climatique. En utilisant les données satellitaires que prépare l'Université américaine du Maryland pour suivre les changements dans les zones forestières à travers le monde, *Global Forest Watch* a publié un rapport sur la “perte de couvert arboré” dans le monde. Le rapport dit que les forêts tropicales du monde ont perdu environ 39 millions d’acres d’arbres en 2017, “une surface qui correspond approximativement au Bangladesh.” Bien que “la conservation de la forêt puisse fournir près de 30% de la solution pour limiter la hausse de la température mondiale à 2 degrés Celsius, les scientifiques estiment que la limite est nécessaire pour éviter le pire des impacts du changement climatique, seulement 2% des financements climatiques vont au secteur forestier. Si le monde veut sérieusement freiner le changement climatique, tous les pays doivent redoubler d’efforts pour réduire la déforestation.” <https://blog.globalforestwatch.org/data/2017-was-the-second-worst-year-on-record-for-tropical-tree-cover-loss>

Global Witness, une organisation non-gouvernementale basée au Royaume-Uni, a publié un rapport affirmant qu’il y a “une exploitation illégale systématique” par Norsudtimber (Liechtenstein) en République Démocratique du Congo (RDC) et que beaucoup d’autres pays “n’arrêtent pas” le commerce du bois qui cause des dommages environnementaux, avec “d’énormes conséquences” pour les habitants du Congo “mais aussi sur un plan climatique global”. Dans son annexe sur la preuve, *Global Witness* a déclaré: “Les deux documents clés que nous avons recueillis pour notre analyse étaient les contrats de concession forestière. (Contrats de concession) et les plans de gestion (plans de gestion quadriennaux). Parallèlement à ces documents, nous avons également examiné les clauses sociales (conventions sociales) et avenants aux clauses sociales (amendements aux conventions sociales) . . . nous avons également entrepris une analyse d’imagerie par satellite pour déterminer si Norsudtimber enregistrerait dans les périmètres autorisés.” <https://www.globalwitness.org/en-gb/press-releases/new-investigation-reveals-systemic-illegal-logging-european-company-drc/>

Travail. La Confédération syndicale internationale a publié «Global Rights Index 2018», fondé sur les résultats de questionnaires “envoyés à 331 syndicats nationaux dans 163 pays pour signaler les violations des droits des travailleurs” (142 rapports) et l’analyse de la législation nationale. Certaines des principales conclusions sont que 87% des pays ont violé le droit de grève, 81% nient tout ou partie de la négociation collective des travailleurs, des travailleurs ont été arrêtés dans 59 pays et des syndicalistes ont été assassinés dans 9 pays. <https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc-global-rights-index-2018-en-final-2.pdf>

Records médicaux. L’Ecole d’hygiène et de médecine tropicale de Londres (LSHTM) a annoncé la construction d’un kit de données sur les urgences et les épidémies, une “boîte à outils complète pour les données en situation d’urgence”. L’équipe aide le ministère de la santé de la République Démocratique du Congo à collecter et gérer les données sur l’éruption du virus Ebola. LSHTM dit qu’il a “certains des meilleurs chercheurs cliniques dans le monde dans cette équipe et qu’ils sont absolument concentrés sur les données, parce qu’ils croient que ces données sauvent des vies.” <http://news.trust.org/item/20180531115047-4cnfp/>

Vie privée. *Wired* a rapporté que la base de données généalogique open source GEDMatch -- “qui abrite presque un million de profils génétiques ayant contribué volontairement – a changé ses termes de service pour autoriser explicitement la police à les utiliser.” C’est la première fois qu’un tel site ouvre formellement ses données à la police.” <https://www.wired.com/story/police-will-crack-a-lot-more-cold-cases-with-dna/>

Le *San Diego Union-Tribune* a rapporté que “les clients seront bientôt capables de vendre ou de louer leur ADN à des scientifiques pour lutter contre les maladies comme la démence, le lupus ou la leucémie.” Une entreprise “courier-bio” nommée Nebula Genomics “veut que les gens donnent leur génome entier,” que Nebula séquencerait complètement. Le contributeur pourrait ensuite vendre ou louer les données sur la base d’échange et être payé sous la forme de crypto-monnaie qui pourrait ensuite être convertie en dollars.” <http://www.sandiegouniontribune.com/news/science/sd-me-genes-consumerguide-20180514-story.html>

66 ONG ont envoyé une lettre à Jeffrey Bezos, le patron de Amazon.com, exprimant “leur profonde inquiétude au sujet du système de reconnaissance faciale de la société, Rekognition. . . . Amazon ne devrait pas faire commerce dans le domaine des systèmes de surveillance tels que Rekognition pour le gouvernement.” Les organisations affiliées de *l’American Civil Liberties Union* dans trois Etats américains ont déclaré qu’ “Amazon aide les gouvernements à les déployer sur les deux côtes “et que le

logiciel” est prêt pour les abus dans les mains des gouvernements. Ils exhortent Amazon à “mettre Rekognition hors de portée des gouvernements.” <https://www.aclu.org/letter-nationwide-coalition-amazon-ceo-jeff-bezos-regarding-rekognition>

Wired, citant le *New York Times*, a rapporté que lors de la dernière décennie “Facebook avait fait affaire avec 60 compagnies, leur donnant accès à des informations telles que le statut des relations des utilisateurs, leur religion, leur penchant politique, les événements auxquels ils pensaient assister, et si l'utilisateur était connecté.” https://www.wired.com/story/a-new-privacy-problem-could-deepen-facebooks-legal-trouble?mbid=nl_060518_daily_list3_p3&CNDID=53684912

Seconde Guerre mondiale. Le premier ministre de Finlande a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les actions menées par les volontaires finnois de la division SS Viking entre 1941 et 1943,” a rapporté *YLE*. La recherche sera fondée sur l'examen des archives et doit être achevée fin Novembre. https://yle.fi/uutiset/osasto/news/finland_calls_for_probe_of_finnish_ss_soldiers_possible_role_in_war_crimes_during_wwii/10233194

DW a publié un reportage sur des enfants enlevés par les nazis en Pologne occupée et donnés à des parents allemands pour les élever: “Germanisés de force.” Un des enfants, maintenant ingénieur à la retraite, a poursuivi l'Allemagne pour “une concession unique de l'aide de l'État” en compensation de son enlèvement. Le tribunal de première instance a statué que les «enfants volés» ne sont pas admissibles à une indemnisation en vertu de la loi allemande sur l'indemnisation. Il a l'intention de faire appel. <https://www.dw.com/en/no-compensation-for-lebensborn-children-abducted-by-nazi-ss/a-44556995>

Nouvelles Bilatérales and multilatérales.

Afrique. *L'Associated Press (AP)* a rapporté que dans les 14 derniers mois, l'Algérie a expulsé plus de 13 000 personnes, les forçant à marcher à travers le Sahara “quelque fois sous la menace d'une arme, sous des températures de plus de 48 degrés Celsius (118 degrés Fahrenheit).” La plupart étaient conduits vers le Niger, et le reste vers le Mali. Depuis le comptage par l'OMI en mai 2017, 11 276 personnes ont traversé le Niger à pied. L'OMI estime que “pour chaque migrant connu pour être mort en traversant la Méditerranée, le double s'est perdu dans le désert, potentiellement jusqu'à 30 000 personnes depuis 2014.” *AP* a interviewé “plus de deux douzaines de survivants” au Niger, et leurs dires sont confirmés par de multiples vidéos collectées par l'*AP* ces derniers mois, qui montrent des centaines de personnes trébuchant près des files de camions et de bus,” comprenant un film à partir d'un téléphone portable qu'un déporté a gardé “caché sous son corps.” <https://www.apnews.com/9ca5592217aa4acd836b9ee091ebfc20>

Balkans. Le Centre de droit humanitaire, une organisation non gouvernementale à Belgrade, en Serbie, a publié un dossier intitulé “La JNA [Armée populaire yougoslave] dans les guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.” Couvrant la période à partir de la fin des années 1980 jusqu'en mai 1992, il “explore comment la JNA et les dirigeants politiques de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et de Serbie se sont préparés aux guerres, l'implication de la JNA dans les conflits et sa contribution à la réalisation des objectifs de guerre de la Serbie, la République de Krajina serbe et Republika Srpska.” Le dossier comprend des documents militaires, des originaux et des traductions anglaises, qui confirment ses conclusions. http://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2018/06/Dosije_JNA_eng_inter.pdf

France/Rwanda. Les historiens ont dénoncé la fermeture continue des archives françaises relatives au génocide du Rwanda, a rapporté *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/A-quand-louverture-reelle-archives-2018-06-24-1200949861>

Allemagne/Syrie. L'Allemagne a émis un mandat d'arrêt contre Jamil Hassan, le chef de la direction des renseignements de l'armée de l'air syrienne, l'accusant de crimes contre l'humanité, a rapporté *DW*. “Le mandat allègue que Hassan a ordonné à ses forces de torturer, assassiner et commettre des crimes sexuels contre des centaines de détenus en Syrie entre 2011 et 2014.” Le mandat est fondé sur le témoignage de 24 survivants syriens de torture et “sur des milliers de photographies d'images des victimes de la torture prises par un photographe militaire connu simplement sous le nom de César.” <https://www.dw.com/en/germany-issues-international-arrest-warrant-for-syrian-intelligence-chief-reports/a-44132109>

Guerre du Moyen-Orient. Des chercheurs de deux universités américaines et du Groupe d'analyse des données relatives aux droits de l'homme ont rendu compte d'un projet de quatre ans visant à utiliser "une méthode d'indexation des données appelée «hachage avec estimation statistique» pour estimer avec plus de précision et d'efficacité le nombre de victimes identifiées tuées lors de la guerre civile syrienne." En utilisant les records de quatre bases de données, les chercheurs ont estimé que 191 874 personnes ont été tuées entre mars 2011 et avril 2014, "avec une marge d'erreur de plus ou moins 1 772". La méthode fournit un moyen de résoudre la duplication dans les ensembles de données comparables." <https://www.e-publications.org/ims/submission/AOAS/user/submissionFile/33396?confirm=dbcb4175>

L'AFP a rapporté que le Groupe des avocats syriens libres "travaille pour préserver les actes de propriété et d'autres documents civils dans les zones d'opposition de la Syrie. Ils entrent dans les registres municipaux, photographient les documents, les enregistrent soigneusement et les organisent, puis passent en contrebande les disques durs à travers la frontière nord de la Syrie." Ils ont copié environ 1,7 million de "records judiciaires, testaments, certificats de naissance et de mariage " et 450 000 "documents fonciers relatifs au territoire du nord et du centre de la Syrie - titres de propriété, contrats et autres documents que les Syriens déplacés pourraient utiliser pour prouver leur propriété." Un disque dur est en Turquie et l'autre dans une "ville européenne non divulguée." <https://borneobulletin.com.bn/in-rebel-syria-a-race-to-save-precious-property-deeds/>

Le Comité du renseignement et de la sécurité du Parlement britannique a publié deux rapports "sur les actions des agences de sécurité et de renseignement britanniques concernant le traitement des détenus à l'étranger et leur restitution". Il a constaté que le personnel britannique aidait d'autres pays (principalement les Etats-Unis) dans des endroits où il y avait une forte probabilité de maltraitance; "il a découvert trouvé 13 incidents où le personnel britannique a été témoin direct d'un détenu maltraité par d'autres; 25 incidents où des détenus ont dit à des membres du personnel britannique qu'ils avaient été maltraités par d'autres; 128 cas enregistrés où des agents de liaison étrangers ont été informés de cas de mauvais traitements et "ont trouvé 232 cas où le personnel britannique a continué à fournir des questions ou des renseignements aux services de liaison après avoir soupçonné ou soupçonné de mauvais traitements et 198 cas où le personnel britannique a reçu des information des services de liaison qui avaient été obtenus de détenus dont ils savaient qu'ils avaient été maltraités - ou sans aucune indication sur la manière dont le détenu avait été traité mais dont nous considérons qu'ils auraient suspecte le mauvais traitement." Le rapport repose sur 50 heures de preuve orales et sur 40 000 documents originaux. . <http://isc.independent.gov.uk/news-archive/28june2018>

Ouganda / Royaume-Uni. L'Office du tourisme de l'Ouganda a annoncé qu'il construira un musée de la guerre documentant "les atrocités commises sous le règne brutal de huit ans de l'ancien président Idi Amin et par l'Armée de résistance du Seigneur", a rapporté *BBC News*. "Les archives coloniales ont été systématiquement détruites par la Grande-Bretagne dans une purge connue sous le nom "opération héritage". Mais le musée de la guerre devrait documenter certains événements de l'époque." <https://www.bbc.com/news/world-africa-44330128>

Nouvelles nationales.

Australie. En mettant fin à la plus grande action en matière de droits de l'homme dans l'histoire de l'Australie, 1 693 anciens détenus de Manus Island ont reçu une indemnisation de 70 millions de dollars, a rapporté *SBS News*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, septembre 2017. <https://www.sbs.com.au/news/former-manus-island-detainees-paid-70-million-in-compensation>

L'Australie a adopté une loi sur la sécurité nationale qui ajoute 38 nouveaux crimes "incluant le vol de secrets commerciaux au nom d'un gouvernement étranger et élargit les définitions de crimes existants comme l'espionnage", a rapporté le *New York Times*. Le directeur pour l'Australie à Human Rights Watch a déclaré: "Le problème reste que la définition de la sécurité nationale est bien trop large et inclut les intérêts politiques militaires et économiques avec d'autres pays." <https://www.nytimes.com/2018/06/28/world/australia/australia-security-laws-foreign-interference.html>

Bangladesh. “L’agence d’investigation du Tribunal International des Crimes (ICT) a remis les documents de quatre affaires de crimes de guerre à la Direction des Archives et des Bibliothèques”, rapporte *The Daily Star*. C’est la première acquisition archivistique des TIC. <https://www.thedailystar.net/city/archiving-war-crimes-starts-1588978>

Brésil. Le bureau présidentiel pour les affaires stratégiques a publié un rapport sur les coûts économiques de la criminalité au Brésil. Selon les statistiques du gouvernement et autres sources, les dépenses publiques consacrées à la lutte contre la criminalité ont augmenté de plus de 170% depuis les années 1990, mais “les taux de crimes violents ont régulièrement augmenté au cours de la même période.” http://www.secretariageral.gov.br/estrutura/secretaria_de_assuntos_estrategicos/publicacoes-e-analise/relatorios-de-conjuntura/custos_economicos_criminalidade_brasil.pdf

Le Conseil national de la justice a indiqué qu’“en 2017, 1 448 716 affaires liées à la violence domestique et familiale (contre des femmes) ont été traitées par des tribunaux d’État. En moyenne, cela équivalait à 13,8 cas pour 1 000 femmes brésiliennes.” Plus inquiétant encore, les “auteurs de 10 786 cas de féminicides au Brésil sont restés impunis en 2017”, a rapporté *telesur*. https://www.telesurtv.net/english/news/Brazil-Impunity-10786-Unprosecuted-Cases-of-Femicide-in-2017-20180627-0008.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=9

L’Institut de la sécurité publique a publié une étude montrant que “le nombre de personnes tuées par la police dans l’État de Rio de Janeiro a augmenté de 46% en mai 2018 par rapport à mai 2017” - 142 personnes en mai 2018 et 97 en 2017, selon *telesur*. https://www.telesurtv.net/english/news/Brazil-Police-in-Rio-Are-Killing-More-People-Than-Ever-as-Lawmakers-Turn-A-Blind-Eye-20180616-0003.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Bulgarie. Le Comité Helsinki bulgare “a condamné l’Agence d’Etat pour la Sécurité Nationale de la Bulgarie (SANS) après avoir refusé, pour la deuxième fois,” de fournir “le nombre de demandes présentées à un tribunal de la part de ... unités de SANS en 2013 pour l’utilisation de moyens de renseignement spéciaux (SIM); le nombre de demandes d’utilisation de cartes SIM qui ont été approuvées par le tribunal en 2013; et le nombre de personnes à l’égard desquelles le tribunal a autorisé SANS à utiliser SIM en 2013. “SANS a affirmé que l’information était classifiée; le Comité a déclaré que les chiffres ne sont pas classifiés. <https://www.liberties.eu/en/news/bulgaria-national-security-agency-foi/15228>

Canada. *CBC News* a rapporté que certaines “ordres catholiques n’ont toujours pas remis les records promis au centre de recherche créé comme dépôt pour l’histoire documentée des pensionnats.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mai 2016. <http://www.cbc.ca/news/indigenous/catholic-orders-residential-school-records-1.4686472>

Le *Globe and Mail* a rapporté que le Comité de surveillance des activités de renseignement du gouvernement a constaté que le Service canadien du renseignement de sécurité “continue de recueillir et de conserver trop de données sur les citoyens ordinaires et que certains de ces documents sont conservés illégalement.” <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-in-spite-of-past-warnings-csis-continues-to-harvest-troves-of-data-on/>

Le gouvernement du Québec a levé la confidentialité sur 300 000 dossiers d’adoption pour enfants adoptés entre les années 1920 et 1970, ce qui leur a permis de connaître l’identité de leurs parents biologiques, a rapporté *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1106996/orphelins-adoption-levee-sceau-confidentialite-mouvement-retrouvailles>

République centrafricaine. Le Parlement a adopté une loi “créant un tribunal pénal spécial chargé d’enquêter sur les allégations de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité” entre 2003, lorsque François Bozizé a pris le pouvoir, et 2015, a rapporté *Reuters*. Le tribunal sera composé de juges nationaux et internationaux. <https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKCN1IW0K1-OZATP>

Colombie. Le Congrès a approuvé la loi de procédure finale nécessaire pour la Juridiction spéciale pour la paix, les tribunaux créés par l’accord de paix entre le gouvernement et le groupe rebelle des FARC pour traiter les cas découlant de la guerre civile, a rapporté *Prensa Latina*. La législation a été modifiée pour établir des procédures spéciales pour les cas militaires; les dirigeants des FARC ont déclaré à la mission

onusienne en Colombie qu'ils s'opposaient aux changements. La loi doit être soumise à la Cour constitutionnelle pour révision. <http://www.plenglish.com/index.php?o=rn&id=30333&SEO=concerns-about-special-justice-for-peace-at-un-farc-meeting>

République Tchèque. Les Archives nationales ont pris possession des “films et enregistrements audio récemment découverts lors du procès de Rudolf Slansky et d'autres personnes dans les années 1950”, a rapporté *Radio Prague*. Les enregistrements ont été conservés par les Archives nationales du film, qui relèvent du ministère de la Culture, mais “un porte-parole des Archives nationales (qui relève du ministère de l'Intérieur) a toutefois déclaré qu'il devrait superviser les enregistrements en vertu de la loi tchèque”. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mars 2018. <http://www.radio.cz/en/articles/549773>

Gambie. Lors d'une manifestation contre l'extraction de sable dans le village de Faraba Banta, la police a tiré dans la foule et a tué trois manifestants. Le président a nommé une commission d'enquête pour enquêter sur l'incident, a rapporté *allafrica*. Le maintien des records de la commission sera important pour l'enquête, qui doit être terminée dans un mois. <https://allafrica.com/stories/201806220291.html>

Guatemala. *After the May 23 guilty verdict against four senior military officers for crimes against humanity, aggravated sexual assault, and enforced disappearance in the Molina Theissen case, the court on May 28 ordered the government to implement reparations measures, the International Justice Monitor reported. Among them, the court said the Congress “shall approve Law 3590, which calls for the creation of a National Commission on the Search for Disappeared Persons, as well as create a national registry of victims.” The advocate for the Molina Theissen family urged the court to order the declassification of military archives, which the court apparently did not specify. For background, see HRWG News 2018-05. <https://www.reprew.ijmonitor.org/2018/06/molina-theissen-case-court-orders-creation-of-a-commission-to-search-for-disappeared-persons-and-other-reparations/>*

Guatemala. Après le verdict prononcé le 23 mai contre quatre hauts responsables militaires pour crimes contre l'humanité, agression sexuelle aggravée et disparition forcée dans l'affaire Molina Theissen, le tribunal a ordonné le 28 mai au gouvernement de mettre en œuvre des mesures de réparation. Parmi eux, le tribunal a déclaré que le Congrès devait “approuver la loi 3590, qui appelle à la création d'une Commission nationale sur la recherche de personnes disparues, ainsi que créer un registre national des victimes.” Le défenseur de la famille Molina Theissen a exhorté le tribunal d'ordonner la déclassification des archives militaires, que le tribunal n'a apparemment pas précisé. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, mai 2018. <https://www.reprew.ijmonitor.org/2018/06/molina-theissen-case-court-orders-creation-of-a-commission-to-search-for-disappeared-persons-and-other-reparations/>

Honduras. Pendant dix jours, à partir du 29 novembre 2017, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour protester contre ce qu'elles considéraient comme une fraude électorale. Les forces de sécurité ont arrêté plus d'un millier de personnes pour des violations présumées du couvre-feu et arrêté des “dizaines d'autres” pour leur participation présumée à des actes de violence pendant les manifestations. La plupart ont été libérés. Amnesty International (AI) “a mené des entretiens approfondis avec des personnes détenues. . et, dans la mesure du possible, des informations corroborées avec d'autres sources disponibles, y compris les archives judiciaires et la documentation écrite disponibles, ainsi que des réunions avec des représentants de l'État et des documents compilés par diverses organisations de la société civile.” AI a conclu que “ les méthodes utilisées par les autorités pour réprimer et punir les manifestants et ceux qui seraient responsables des troubles. . . violaient les normes internationales des droits de l'homme qui stipulent que le recours à la force doit être limité à ce qui est strictement nécessaire et proportionné.” <https://www.amnesty.org/download/Documents/AMR3782892018ENGLISH.PDF>

Italie. Le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'il mènera un recensement des Roms en Italie et qu'il expulsera ceux qui n'ont pas de permis de résidence en règle, a rapporté *DW*. <https://www.dw.com/en/italys-far-right-league-plans-census-of-roma-community/a-44287124>

Japon. Mainichi a rapporté que le ministère de la Défense a conservé des documents au-delà de leur période de conservation, puis a omis de les divulguer en réponse aux demandes d'accès à l'information déposées depuis l'exercice 2012. Une requête refusée était relative “à une étude de sol contaminée sur le site de l'ancien aérodrome de l'armée américaine” à Okinawa. <https://mainichi.jp/english/articles/20180621/p2a/00m/0na/017000c>

Mexico. The government's Interior Secretariat reported that as of April 30 there were 37,435 missing persons in Mexico, 40% more than the number reported in 2014, *Mexico News Daily* wrote. The statistics were compiled by the National Public Security System; at the end of 2017 the official National Register of Disappeared and Missing Persons showed "the fate or whereabouts of 33,482 people remained unknown." <https://mexiconewsdaily.com/news/missing-persons-now-total-37435/>

Mexique. Le Secrétariat de l'Intérieur du gouvernement a rapporté qu'au 30 avril il y avait 37 435 personnes portées disparues au Mexique, soit 40% de plus que le nombre signalé en 2014, écrit le quotidien *Mexico News*. Les statistiques ont été compilées par le Système national de sécurité publique; à la fin de l'année 2017, le registre national officiel des personnes disparues a montré que "le sort de 33 482 personnes restait inconnu." <https://mexiconewsdaily.com/news/missing-persons-now-total-37435/>

Le tribunal de Tamaulipas, qui a entendu l'affaire des 43 étudiants d'Ayotzinapa enlevés et portés disparus depuis 2014, a ordonné une nouvelle enquête sur l'affaire, a rapporté *Telesur*. La cour a déclaré que l'enquête précédente du procureur fédéral n'était pas "rapide, efficace, indépendante ou impartiale" et qu'il y avait "suffisamment de preuves pour conclure que la torture avait été utilisée pour obtenir les aveux de l'accusé". Voir *Nouvelles HRWG*, mars 2018. https://www.telesurtv.net/english/news/Mexican-Tribunal-Creates-Committee-for-Ayotzinapa-Case-20180605-0007.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Myanmar. Le gouvernement a annoncé la création d'une Commission d'enquête indépendante de trois membres chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme dans le nord de l'État de Rakhine depuis août 2017 par l'Armée du salut Arakan Rohingya et les "abus connexes", selon *Irrawaddy* . <https://www.irrawaddy.com/news/burma/three-person-commission-to-investigate-rakhine-abuses.html>

Pologne. Les deux chambres du Parlement ont "voté à une écrasante majorité" pour annuler les dispositions pénales de la loi polonaise sur l'Holocauste, qui rendait illégal d'accuser la nation polonaise de complicité avec l'Holocauste, a rapporté *AP*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, février 2018. <https://newsok.com/article/feed/3393506/the-latest-poland-reverses-course-on-disputed-holocaust-law>

Russie. Un chercheur a demandé au ministère de l'Intérieur des informations sur un prisonnier condamné au goulag en 1938. Le ministère lui a dit que la "carte d'archives du prisonnier avait été détruite" conformément à un "décret secret de 2014 signé par 11 agences gouvernementales qui permet aux fonctionnaires de détruire la carte d'un prisonnier après son 80e anniversaire", a rapporté *The Telegraph*. Le ministère de l'Intérieur a répondu en déclarant "qu'il numérise des milliers de cartes d'enregistrement de prisonniers pris dans le système du camp de goulags de l'ère soviétique, sans les détruire", a rapporté *RFE/RL*. Pas moins de 17 millions de personnes ont été envoyées dans les camps, ce qui devrait signifier un énorme projet de numérisation. <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/06/08/gulag-prisoner-data-secretly-deleted-museum-warns/>; <https://www.rferl.org/a/gulag-records-being-digitized-not-destroyed-russian-ministry-says/29289219.html> <https://meduza.io/en/cards/historians-say-the-russian-authorities-have-started-shredding-gulag-archival-records-here-s-what-we-know>

Arabie Saoudite. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme a publié un rapport sur sa mission en Arabie saoudite. Il a noté que "selon les records officiels, il y avait au total 1 075 complots terroristes identifiés dans le pays depuis 1987" alors qu'entre 2009 et 2015 "plus de trois mille allégations de torture ont été formellement enregistrées" par le tribunal. Il a conclu que "c'est clair. . que les stratégies antiterroristes ont été utilisées à mauvais escient dans le but d'étouffer la dissidence politique, de réprimer l'opposition et de faire taire les appels lancés par des critiques pacifiques." <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Terrorism/SR/A.HRC.40.%20XX.Add.2SaudiArabiaMission.pdf>

Afrique du Sud. Le Centre pour les droits environnementaux a publié un rapport, "Divulgence complète: la vérité sur la réhabilitation minière en Afrique du Sud." Sa principale conclusion est la suivante: "Ni la loi, ni les normes comptables régissant les divulgations des sociétés, n'assurent la transparence et la responsabilité nécessaires en matière de fourniture de services financiers pour la réhabilitation de l'environnement. Les informations divulguées par les sociétés minières sur les coûts de réhabilitation des dommages environnementaux qu'elles causent, et sur l'argent qu'elles sont obligées de mettre de côté pour les réparer, sont incohérentes, peu claires, parfois peu fiables et non comparables entre les entreprises." <https://fulldisclosure.cer.org.za/>

Ukraine. Des chercheurs des Laboratoires de recherche Greenpeace de l'Université d'Exeter au Royaume-Uni et de l'Institut ukrainien de radiologie agricole ont examiné des échantillons de lait de vaches dans 14 villages du nord-ouest de l'Ukraine. Ils ont constaté qu'aujourd'hui, plus de trois décennies après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986, “dans des villages situés à 140 milles de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les lectures de radioactivité dans le lait atteignent jusqu'à cinq fois les limites officielles du gouvernement ukrainien pour les adultes et plus de 12 fois les limites pour les enfants. Le césium 137 reste dans le sol, est absorbé par les plantes mangées par les vaches et pénètre dans le lait; l'exposition “peut causer une série de problèmes de santé, y compris les cancers, les cataractes et les affections digestives”, a rapporté le *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/06/08/world/europe/chernobyl-nuclear-disaster-radiation-milk.html>

En utilisant des quantités massives de vidéos des manifestations de février 2014 au centre de Kiev (place Maïdan) qui ont été recueillies par un étudiant ukrainien diplômé, SITU, un “laboratoire d'architecture et de recherche” à New York, a reconstitué la mort de trois manifestants pour identifier les sources des balles qui les ont tués. La reconstitution, “présentée dans trois vidéos muettes d'une durée d'environ cinq minutes chacune”, a été acceptée comme preuve par le tribunal pénal saisi de cinq policiers. L'un des avocats a déclaré au *New York Times*: “Le tribunal pénal n'a jamais admis la preuve d'une telle complexité technologique. C'est une étape importante.” <https://112.international/article/who-killed-the-kiev-protesters-a-3-d-model-holds-the-clues-28955.html>

L'Ukraine a adopté une loi visant à créer un tribunal anti-corruption indépendant, a rapporté *Euromaidan Press*. <http://euromaidanpress.com/2018/06/07/ukrainian-parliament-votes-to-create-an-anti-corruption-court/>

Royaume-Uni. Lors d'un match de football à Hillsborough en 1989, 95 personnes ont été piétinées et plus de 700 autres blessées. Une enquête menée en 2012 a examiné toutes les archives connues relatives à la catastrophe, et une enquête de 2016 a révélé que la police avait commis de graves erreurs dans la planification et l'exécution de la sécurité pour le match. Le commissaire de police responsable de la sécurité du match a été accusé d'homicide involontaire, a rapporté le *Yorkshire Post*. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG*, septembre 2012 et novembre 2013. <https://www.yorkshirepost.co.uk/news/david-duckenfield-to-face-95-manslaughter-charges-over-hillsborough-fans-deaths-1-9227734>

Les archivistes Elizabeth Shepherd et Victoria Hoyle ont rendu visite à l'Enquête indépendante sur l'abus sexuel d'enfants, qui enquête sur les abus sexuels commis sur des enfants dans les institutions et les réponses institutionnelles à l'abus. Dans un billet de blog, ils ont écrit sur l'importance des records pour le travail de l'enquête et noté que l'enquête a révélé que les institutions ayant “une mauvaise qualité d'enregistrement et la mauvaise gestion des records étaient un indicateur de la qualité des soins reçus.” <http://blogs.ucl.ac.uk/mirra/2018/06/25/recordkeeping-and-the-iicsa-interim-report/>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. La loi de 2012 sur la Protection des Libertés en Irlande du Nord limite la durée de conservation du matériel biométrique - empreintes digitales et empreintes génétiques - par le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI). Maintenant, le bureau d'Irlande du Nord a présenté un projet de loi visant à “prolonger les protections temporaires pour les empreintes digitales liées aux troubles et les enregistrements d'ADN jusqu'en octobre 2020”, a rapporté *The Detail*. <http://www.thedetail.tv/articles/concerns-over-potential-destruction-of-evidence-from-unsolved-troubles-killings>

En 1975, trois membres d'un groupe populaire “ont été enlevés de leur bus de tournée et abattus” par une “fausse patrouille de l'armée” composée de soldats de l'*Ulster Defence Regiment* (UDR) et de membres du groupe paramilitaire loyaliste *Ulster Volunteer Force* (UVF). Les deux membres survivants de la bande et les proches des assassinés poursuivent le gouvernement, accusant “la collaboration entre les soldats en service et les tueurs”, a rapporté le *Belfast Telegraph*. L'avocat représentant les plaignants a dit qu'il avait été “informé sur le records et l'entraînement des recrues de l'*Ulster Defence Regiment* liées à l'atrocité auraient été mis au rebut il y a plus de dix ans - s'ils existaient” et que le ministère de la Défense et PSNI cherchent à arrêter la divulgation de certains fichiers de renseignements sur des motifs d'intérêt public.” <https://www.independent.ie/irish-news/british-army-files-on-soldiers-accused-of-collusion-over-miami-showband-massacre-destroyed-37037828.html>

États-Unis. La question la plus importante en matière de droits de l'homme est la décision de l'administration Trump de séparer les enfants de leurs parents venant du Mexique aux États-Unis sans autorisation et de les empêcher de réunir rapidement les enfants et les parents, comme le stipule un arrêt de cour. C'est un exemple typique de l'échec des systèmes de gestion des records: les agents de l'immigration n'ont apparemment pas tenu des records suffisants sur les personnes qui ont traversé la frontière, et n'ont pas tenu des records adéquats de chaque logement. Les médias ont rapporté que certains agents des services frontaliers ont pris des photos des enfants avec les parents pour créer un record, mais maintenant, les enfants et les parents font des tests d'ADN pour voir s'ils sont liés. La séparation est inhumaine; les efforts pour documenter la séparation sont insuffisants. <https://www.cnn.com/2018/06/26/politics/federal-court-order-family-separations/index.html>

Le *Washington Post* a rapporté que le Département de la Sécurité Intérieure “numérise les empreintes digitales recueillies dans les années 1990 et les compare avec des empreintes plus récentes fournies par des étrangers qui demandent la résidence légale et la citoyenneté américaine. Si les empreintes digitales recueillies pendant une déportation correspondent à celles de quelqu'un qui n'a pas divulgué cette expulsion sur sa demande de naturalisation ou utilisé un nom différent, ” ces personnes “seront déferées devant les tribunaux fédéraux où elles pourraient être déchues de leur citoyenneté et éventuellement expulsées.” <http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/ct-trump-immigration-strip-citizenship-20180613-story.html#>

Le rapport mensuel des Signes vitaux des Centres pour le Contrôle des maladies (CDC) des États-Unis a examiné les tendances des taux de suicide au niveau de l'État de 1999 à 2016 et les données de 2015 du Système national de signalement des décès violents de la CDC, qui couvre 27 états pour examiner les circonstances du suicide chez les personnes avec et sans conditions de santé mentale connues.” Le CDC a constaté que les taux de suicide augmentaient dans presque tous les états; c'est la 10ème cause principale de mort dans le pays. <https://www.cdc.gov/media/releases/2018/p0607-suicide-prevention.html>

Le *Washington Post* a recueilli des données sur les arrestations d'homicides auprès de la police dans 50 des plus grandes villes du pays: 52 000 homicides au cours de la décennie 2007-2016. “Les données comprenaient le lieu du meurtre, si une arrestation a été faite et, dans la plupart des cas, des informations démographiques de base sur chaque victime.” Les journalistes ont comparé les données de la ville avec les données du FBI, et quand un département de la police d'une ville a fourni des informations partielles, ils “ont consulté les records publics, comprenant les certificats de décès, les records de cours et les rapports médicaux, pour combler les trous.” Ils ont ensuite dressé la carte de chaque homicide, en identifiant les “taux d'arrestation par région”. Ils ont trouvé des “poches d'impunité” au sein de chaque territoire. ”, dans chaque ville, où “la police procède à des arrestations moins de 33% du temps”. Et ils ont appris que bien que la violence à l'échelle nationale ait chuté dans des “proportions historiques, 34 des 50 villes ont un taux d'arrestations d'homicides inférieur à celui d'il y a dix ans .” https://www.washingtonpost.com/graphics/2018/investigations/unsolved-homicide-database/?noredirect=on&utm_term=.c7d6afed8ff1

The Lancet a publié un rapport de recherche sur “les meurtres de policiers et leurs effets sur la santé mentale des Noirs américains”. Les chercheurs ont combiné les données sur les assassinats de policiers de la base de données Mapping Police Violence “qui a été recueillie à partir des meurtres aux États-Unis depuis 2013” avec les “données individuelles du système de surveillance des facteurs de risque comportementaux 2013-2015 des États-Unis” pour estimer l'impact des homicides par la police d'Américains noirs non armés sur la santé mentale autodéclarée d'autres adultes noirs américains dans la population générale des États-Unis. Ils ont découvert que “les effets négatifs les plus importants sur la santé mentale ont eu lieu dans les deux premiers mois après un meurtre commis par la police et que des “effets négatifs similaires sur la santé mentale” n'ont pas été observés chez les Blancs; (Américains blancs non armés ou Américains noirs armés). ” [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31130-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31130-9/fulltext)

États-Unis / Géorgie. Une cyberattaque contre les ordinateurs du gouvernement de la ville d'Atlanta a anéanti les “archives dashcam” du département de la police, a rapporté *WSBTV*. Le chef de police a déclaré que la perte pourrait “compromettre, potentiellement” une affaire de conduite en état d'ébriété “si le témoignage de l'agent n'est pas là où il devrait être” (c.-à-d., dans les records). <https://www.ajc.com/news/local/apd-chief-dashcam-archive-wiped-out-cyberattack/RN6QVUBZQPX84z28bXy5VK/>

Venezuela. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré qu'il y a "une impunité continue dans une situation lamentable des droits de l'homme". Le gouvernement n'ayant pas accordé au HCDH "l'accès au pays malgré des demandes répétées", le rapport a été compilé à partir de "50 entrevues menées à distance et à partir de réunions avec des Vénézuéliens, y compris avec au moins 78 victimes ou témoins, ainsi que l'examen d'informations provenant de sources très diverses. "Le Haut-Commissaire a recommandé que le Conseil des droits de l'homme établisse une commission d'enquête sur la situation au Venezuela.", notant que "tous les proches des familles des victimes interrogées ont déclaré qu'elles ne croyaient pas à la Commission gouvernementale sur la vérité, la justice, la paix et la tranquillité publique".<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23242&LangID=E>

Recommandation de lecture.

Une comparaison du nouveau règlement européen général sur la protection des données et de la vue américaine du consentement valable à l'utilisation des données: https://www.law.com/legaltechnews/2018/06/18/the-gdprs-idea-of-consent-isnt-the-same-as-the-u-s-legal-framework/?cmp=share_twitter

Responsabilité pénale syrienne et compétence universelle:

https://syriaaccountability.org/updates/2018/06/15/jamil-hassan-and-the-challenges-of-universal-jurisdiction/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=181cffb5f7-EMAIL_CAMPAIGN_2018_06_15_02_50&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-181cffb5f7-90540617

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme remercie le magazine italien d'archives Il Mondo degli Archivi pour la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)